

Comité de pilotage n°18, Manouba, 2-4 février 2018 Relevé de décisions synthétique

Présidents de séance : Souad Khallouli, UGTT/ Hamadi JELJELI, CCDE/ Ilyes GAIDI, Tunisian Forum for Youth Empowerment

Personnes présentes :

Néjat FEROUSE, CGT/ Souad Khallouli, UGTT/Sadok JERBI, Younga Solidaire/Louise YVON, CEMEA/Ilyes GAIDI, Tunisian Forum for Youth Empowerment/ Zied KACEM, Victoire pour la femme rurale/Nidhal BEN AMOR, Scouts tunisiens/ Tarek BEN HIBA, FTCT/ Hamadi JELJELI, CCDE/ Yousri MZATI, OTDDPH/ Muriel LION, IMF/ Valérie HUGUENIN, AFD, Marianne POCHE, IFT/ Alain Canonne, Solidarité Laïque/ Riadh BEN BOUBAKER, Ministère de l'Education tunisien

Invités : Délégation du département du Val de Marne composée de Séverine MEZEL, (Directrice Affaires européennes et internationales), Yann ILLIEN (chargé de mission participation citoyenne)

Equipe: Guilhem ARNAL, Ahlem BOUSSERWEL, Judith CHAVALARIAS, Ghada HADHBAOUI, Ilhem SATOURI, Helmi HOSNI, Samia BEN MESSAOUD, Kulthum LAOUFI, Walid AFFI, Nasserline AYOUNI

Excusés: Faiza KALLEL, Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi/ Pierre RAYNAUD, MAEDI/ Marie-Laure MUCHERY, Fondation de France/ Dominique FOUCHARD, Solidarité Laïque/ Nazek BEN JANNET, FNVT

Le comité de pilotage a démarré par une table ronde au gouvernorat de la Manouba intitulé «Rôle de la société civile et des autorités locales et régionales dans l'inclusion socio-professionnelle des jeunes » en présence de Monsieur le Gouverneur et de nombreuses directions régionales (éducation, formation professionnelle et emploi, affaires sociales, jeunesse et sport, culture, etc.) Le comité a ensuite eu l'occasion de visiter :

- Un inter-club de citoyenneté et des droits humains au lycée Ibn Abi Dhiefle accompagné par le Tunisian Forum for Youth Empowerment ;
- les associations de Borj Ennour et de l'ATJD ;
- le centre de Formation Professionnelle Agricole de Manouba
- le centre de la femme rurale d'El Aroussia

Décisions:

1-Relance d'un appel à projet démocratie locale et participative : à l'approche des premières élections municipales, un dernier appel sera lancé entre le 16 février et le 16 mars. Il visera à soutenir, sur des projets de courte durée, la concertation pluri-acteurs pour la mise en œuvre d'une démocratie participative territoriale en Tunisie. Les projets soumis devront permettre le renforcement de la culture de la démocratie locale et participative chez les citoyens, les autorités locales, les administrations décentralisées, etc. Les projets

proposés pourront couvrir différentes thématiques, sans se limiter à l'éducation et l'insertion socioprofessionnelle.

2- Suivi des projets en cours : 28 projets ont démarré et avancent globalement de façon satisfaisante, 7 projets vont prochainement démarrer. Un projet validé sous réserve lors du dernier comité de pilotage a été ajourné faute de garantie suffisante. Le comité de pilotage a insisté pour que le dispositif de suivi-évaluation et la communication du programme puissent davantage valoriser les porteurs de projets et les changements qui s'opèrent sur le terrain mais également à l'échelle nationale.

3- Suivi des pôles thématiques : le comité de pilotage a encouragé la poursuite des bonnes dynamiques enclenchées durant les travaux des pôles Education en janvier et ISP/ESS en novembre. La première rencontre du pôle démocratie locale et participative le 5 février sera l'occasion de définir un plan d'actions, de définir les rôles de chacun et de construire une action nationale à l'occasion des élections municipales en Tunisie prévues le 6 mai prochain pour laquelle il a été budgété 10 000 Euros.

4- Consommation budgétaire et recherches de cofinancements : le rapport de suivi budgétaire du programme a été validé. Il a été souligné l'importance de la remise dans les temps des rapports intermédiaires et financiers des projets, d'utiliser les outils fournis lors des formations en suivi financier et de la bonne communication entre porteurs et équipes du programme pour toutes questions. Plusieurs remarques ont été formulées quant à la complexité des canevas actuels. Ne pouvant être modifié en cours de projet, un groupe de travail sera mis en place pour simplifier ces documents dans la perspective de la prochaine phase du programme et imaginer des outils applicatifs. Le copil a insisté sur l'importance que les porteurs de projets mobilisent des cofinancements et des valorisations. A ce titre, la formation en recherche de cofinancements réalisée en décembre fera l'objet d'un suivi pour mesurer son impact sur les associations et penser une suite.

5- Préparation de l'évaluation externe de la phase 2016-2018 : Le programme fera l'objet d'une évaluation externe à partir du mois de mai-juin. Le comité s'est prononcé pour que cette évaluation regarde la pertinence de l'outil PCPA et ses effets notamment en terme de concertation et de constitution de dynamiques collectives. Pour cela, l'évaluation devra regarder en priorité celles qui réunissent le plus d'acteurs (pôles thématiques, projets en consortium, etc.)

6- Assemblée plénière 2018 : elle se tiendra à Tunis les 6 et 7 avril prochain. Des réunions avec les membres de Tunisie et de France se dérouleront fin février/début mars pour les préparer. Il a été suggéré que cette édition puisse intégrer un forum d'échanges de savoirs et de pratiques et peut être un moment de plaidoyer. Cette assemblée sera également un gros moment de visibilité pour le programme. Une commission d'organisation a été mise en place.

7- Nouvelles adhésions : Le copil a validé sept demandes d'adhésion : Touensa, Transmission et Développement, Réseau Enfant de la Terre, Rif Solidarité Agareb, Citoyens et Solidaires, Association pour la Créativité scolaire et le Manifeste de Beja. Deux collectivités territoriales françaises vont prochainement soumettre un dossier complet : ville de Choisy le Roi et le Département du Val de Marne.

Points d'informations :

- *Ressources humaines* : le programme accueille Ghada Hadhbaoui, en qualité de chargée de communication. La commission RH et gestion des conflits ayant été supprimée, Solidarité Laïque va s'atteler à recruter une personne en charge des finances en Tunisie suite au départ à venir de Walid Affi et un/e chargé/e de suivi des projets citoyenneté et démocratie locale et participative.
- *Projet Jeunesses des deux rives* : un appel à candidature a été lancé pour constituer le groupe d'animateurs/trices qui suivra le cycle de formations de formateurs. La sélection est en cours de finalisation et les activités devraient démarrer en mars.
- *Dynamique inter-PCPA* : Ilyes GAIDI et Nidhal BEN AMOR, membres du comité de pilotage, ont partagé leurs expériences à l'occasion de leur mission de représentation au PCPA Congo et au Maroc (Post PCPA). L'AFD va par ailleurs lancer une capitalisation des PCPA à laquelle le copil sera associé.
- *Rentrée Solidaire* : La campagne d'informations et de collecte sur la Tunisie s'est achevée en France fin décembre, plus de 500 établissements se sont mobilisés. Se prépare désormais la distribution en septembre 2018 qui ciblera les écoles touchées par le programme et celles d'autres territoires ayant les plus faibles indicateurs socio-économiques. Une cartographie va être mise en place d'ici le mois de mai.

Calendrier :

15 février : réunion du pôle démocratie locale et participative
27 février-2 mars : visite d'échange du pôle ISP/ESS
3-4 avril : atelier plaidoyer du pôle éducation
5 avril 2018 : comité de pilotage pré-Assemblée plénière
6-7 avril 2018 : Assemblée Plénière annuelle
8 avril 2018 : comité de pilotage post Assemblée plénière